leur existence car, ce que la Shoah nous a enlevé, en plus d'êtres chers, c'est tout un passé, toute une culture.

C'est aussi un geste d'amour, dans ma volonté de retrouver sa mémoire, tandis que je recopiais ses écrits, mot après mot, lettre après lettre, prenant garde de conserver le même format, à l'ombre épuisante de la lampe verte, typique, posée à côté de moi, sur une des longues tables de l'ancienne Bibliothèque nationale.

Mais rage de devoir laisser le soir les originaux et rage encore plus, lorsque un jour en reprenant ces écrits je m'aperçus que deux pages avaient été perdues.

Puis, enfin... le miracle de pouvoir tenir ce livre, un original, sur les deux sauvés par la Bibliothèque de l'Alliance israélite qui récupérait les œuvres volées à leurs propriétaires, emportés dans le cataclysme de la Shoah, qui souvent n'en reviendraient pas, mais dans l'éventualité où une descendance se manifesterait, cela a été mon cas.

Très émue, tout d'abord je ne voulus pas le rapporter, et le conservais toute une année, jusqu'à ce que je reçoive une lettre. Je me suis rendue à la bibliothèque, expliquant que c'était tout ce qui restait de mon grand-père, avec ce damné tampon, sur une page intérieure : Frankfurt !

Mots terribles, mots qui glacent ET signature sans conteste du pillage à 100 %, de l'appartement, par les nazis, tel qu'il est précisé sur une carte remise à ma grand-mère.

Le directeur, M. Kuperminc, m'a accordé de garder un exemplaire de chacun de ces deux livres, dont celui-ci, demandant seulement de le mentionner lors de sa réédition. Ce que je fais avec infiniment de reconnaissance.

CE QUE M'A APPORTÉ LA DÉCOUVERTE DE CES LIVRES

Ne voulant tout d'abord que les rééditer, j'ai progressivement réalisé qu'il m'avait été transmis en héritage la force de l'écriture lorsqu'elle est au service de l'honnêteté.

J'ai découvert aussi, dans la lecture de ces deux livres, la personnalité de mon grand-père, ses actions multiples et, dans l'histoire de ma famille, une page d'Histoire, et non des moindres.

Je me suis souvent demandé comment l'homme passionné qu'il était, toujours dans l'action, aurait réagi face à la Shoah, et quelle serait sa réponse, aujourd'hui, en constatant combien l'antisémitisme est toujours vivant. Mais je crois la connaître !

CAR il y a une grande différence, qui l'aurait apaisé et rendu heureux, c'est qu'un des combats qu'il avait menés a abouti, que le peuple juif a retrouvé sa terre : Israël, et avec elle, les moyens de se protéger. Il ne dépend plus de l'humeur de pays où seul le hasard l'a conduit, bon gré, mal gré. ⁴

4. N.B : *Einik*, est le nom que je lui ai connu. Je ne sais pas ce que signifie *F.* et j'ai été étonnée de le découvrir sous l'appellation d'*Enric*.

AVERTISSEMENT

Le 9 octobre 2004, une commission dirigée par Élie Wiesel, rendit un rapport dénonçant les crimes commis par la Roumanie, alliée de l'Allemagne nazie, (environ 280 000 et 380 000 victimes durant la Shoah). Pour la première fois un jour de commémoration fut institué.

Une petite association moldave lutte contre l'oubli. Son nom « Nemurire ».

Son fondateur Lurie Zargocha.

Restent toutefois peu connues du public que ces exactions sont bien antérieures à la Shoah, que la persécution envers les Juifs roumains existait dans les mœurs depuis fort longtemps.

Quelques ouvrages ont été écrits à ce sujet.

Celui d'Einik (ou Enric) Braunstein rend hommage aux nombreuses victimes et nous donne les textes de lois résolument racistes, antisémites, alimentées par la haine la plus abjecte.

Où, la Roumanie n'a pas attendu la Shoah pour se débarrasser de ses Juifs !

PRÉFACE

On ne peut assimiler la condition des Juifs roumains à celle d'aucune autre population. Traités d'étrangers dans leur pays natal, il n'est point de nationalité qu'ils puissent revendiquer. Les Juifs sont, en Roumanie, des étrangers qui ne jouissent d'aucune protection étrangère. Il serait digne des gouvernements alliés d'agir sur le gouvernement roumain pour qu'il modifiât la législation singulière à laquelle il soumet les Juifs. D'ailleurs en adoptant cette attitude, les gouvernements alliés se conformeraient aux précédents historiques.

En 1858, la Convention de Paris crée le statut politique et administratif des principautés roumaines : par l'art. 46, la jouissance des droits politiques devait être accordée aux habitants de la Roumanie non chrétiens. Le gouvernement de Charles Ier ne tint pas compte de l'indication. Dans la Constitution fut inséré, en effet, un article, l'art. 7, ainsi conçu : « Parmi les étrangers, seuls les chrétiens pourront au moyen d'une loi individuelle, votée par le Parlement pour chaque naturalisation, obtenir les droits politiques. »

Au Congrès de Berlin, les puissances tentent un nouvel effort en faveur des Juifs roumains. L'Article 44 portait :

« En Roumanie, la différence de croyance religieuse et de confession ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques. »

De cet article aurait dû résulter l'émancipation des Juifs. Le gouvernement résista.

Le Congrès, affirma-t-il, n'avait énoncé qu'un principe. On exigeait seulement que l'art. 7 disparût de la Constitution, et on laissait à la Roumanie le soin de choisir le moment et les moyens de résoudre la question juive. L'art. 7 fut modifié : *La différence de foi religieuse et de confession ne constituerait pas un obstacle à l'obtention des droits civils et politiques, non plus qu'à l'exercice de ces droits.*

Un paragraphe même de l'article nouveau classait parmi les individus pouvant être dispensés du stage nécessaire à la naturalisation

« ceux qui, nés et élevés en Roumanie, de parents établis dans le pays, n'ont jamais été soumis à aucune protection ».

Ce paragraphe concernait les Juifs, mais, pour eux comme pour les autres, la naturalisation restait individuelle.

Les puissances, notamment la France et l'Angleterre, jugèrent insuffisante la modification faite à l'art. 7 ; la Roumanie ne se conformait pas aux exigences du traité de Berlin. Aussi hésitèrent-elles à reconnaître son indépendance. Mais l'Allemagne céda. Pour obtenir sa bienveillance, on lui avait accordé le rachat des chemins de fer construits par le Dr Stronsberg, et nombre de hobereaux prussiens étaient intéressés à cette opération. L'Allemagne invita les autres puissances à suivre son exemple. L'indépendance roumaine fut enfin reconnue ; mais le 20 février 1880, la France, l'Angleterre et l'Allemagne remettaient une note identique, qu'avait rédigée M. de Freycinet.

Il y était déclaré que l'art. 7 de la Constitution roumaine ne correspondait pas aux vues des puissances signataires du traité de Berlin, et il était pris acte, par chacun des gouvernements, de la volonté du gouvernement roumain « de se rapprocher de plus en plus de la pensée libérale dont s'étaient inspirées les puissances » et « des assurances formelles qui lui ont été transmises à cet effet ». Ces assurances formelles avaient été données, le 31 août 1879, dans un mémoire, par M. Boresco, ministre des Affaires étrangères de Roumanie.

La Roumanie s'engageait à ne pas soumettre les Juifs indigènes au même traitement que les autres étrangers, et l'on pouvait penser qu'au bout de quelques années ils auraient acquis les droits des citoyens.

Il n'en alla pas ainsi. C'est à peine si, depuis près de quarante ans, quelques centaines de Juifs ont été naturalisés. On verra, dans l'intéressant travail de M. E. F. Braunstein, quelles souffrances les Juifs de Roumanie ont dû supporter. Ils ont subi les cruelles dispositions d'une législation antisémite : qu'il s'agisse d'instruction ou d'assistance, ils se heurtent à des lois restrictives, souvent même prohibitives ; ils ne

sont pas libres dans le choix des métiers, mais ils n'en doivent pas moins le service militaire.

D'ailleurs, dans les textes législatifs, il n'est question que d'« *étrangers* ». On ne trouve jamais le mot *Juif*. Mais que penser d'étrangers qui vivent sur un certain territoire, de père en fils, depuis des siècles et qui ne peuvent se réclamer des autorités d'aucune nation ?

La législation roumaine a créé, au sens propre, des « sans-patrie ».

FERDINAND HEROLD⁵

5. P.S. Entre le moment où cette préface a été écrite et celui où elle fut publiée, des mois ont passé. Les Juifs roumains n'ont pas cessé de réclamer leurs droits. Des promesses leur ont été faites ; des décrets-lois nouveaux ont été appliqués. Ils gardent pourtant quelque défiance, et leurs espoirs ont été si souvent déçus qu'on ne saurait s'en étonner. Puissent les Juifs de Roumanie obtenir enfin la justice qui leur est due ! et ils oublieront la longue ingratitude d'une patrie qu'ils demandent à servir avec le zèle le plus ardent.

INTRODUCTION

On a tant écrit sur la question juive, en Roumanie depuis 1861 jusqu'à nos jours, qu'il semble au premier abord qu'on n'en ait plus rien à dire. Malheureusement parmi tous les articles de journaux et cette multitude d'ouvrages de tous formats, de toutes grosseurs et de toutes couleurs, les uns ont été écrits dans un esprit judéophobe, les autres n'ont donné aucun résultat pratique.

Les antijuifs roumains, esprits très étroits, dépourvus d'impartialité, aveuglés par la haine de race et de religion, rejettent sur « les Israélites » tous les malheurs de leur pays pour trouver une excuse aux lois d'oppression qu'ils édictent contre eux. Qu'on lise l'ouvrage d'un VERAX ⁶ par exemple ou celui d'un LAHOVARY ⁷, on se représente « les Israélites roumains » comme une race humaine sortie de l'enfer.

Certains écrivains, se servant des moyens de communication d'antan ou d'aujourd'hui, ont traversé la Roumanie en diligence ou en express, c'est en voyageurs qu'ils parlent des Juifs, d'après les « on dit », d'après les renseignements de quelque VERAX ou de quelque LAHOVARY. Les auteurs changent, mais les idées, les calomnies restent. Et les antisémites roumains citent ces auteurs comme des compétences dans la matière.

Pour contrebalancer toute cette littérature de haine, deux seuls Juifs ont publié deux ouvrages vraiment remarquables. Mais tandis que l'un, feu Isidore LOEB. ⁸ s'attache à l'étude des questions diplomatiques jusqu'en 1877 l'autre, Edmond SINCERUS ⁹ écrit un ouvrage de droit où il discute toutes les lois antisémites depuis 1866 jusqu'à 1901.

6. VERAX, pseudonyme de M. D. ROSSETTI, homme politique roumain, historien plein de préjugés, publia, en 1903, « *La Roumanie et les Juifs* » Bucarest. C'est une diatribe à l'adresse des Juifs roumains.

7. Jean LAHOVARY, plusieurs fois ministre, membre du parti conservateur, l'auteur de « *La question israélite en Roumanie* », Bucarest 1902.

8. Isidore LOEB, ancien Secrétaire général de l'Alliance israélite Universelle, écrivit « *la situation des Israélites en Turquie, en Serbie, en Roumanie* », Paris 1877.

9. Voir sur SINCERUS un peu plus loin.

« La ligue des Droits de l'homme et du Citoyen » vient d'imprimer une brochure « *Les Juifs de Roumanie* »¹⁰ dans sa « Bibliothèque de Guerre ». C'est une étude d'une impartialité exemplaire, très documentée, qui pose le problème... sans le résoudre.

Rien n'a été fait sur l'ensemble de la question.

Il reste à d'autres, à ceux qui ont souffert et qui souffrent encore des iniquités du gouvernement roumain, à dire et redire sans cesse la vérité sur la « situation des Israélites en Roumanie ». Ce sont eux qui doivent faire connaître partout la douloureuse question juive et ce qu'Israël subit là-bas dans la moderne « Mizraïm ».

10. Paris 1917, prix 0fr. 50, 79 pages. En vente, 10 rue de l'Université.

Avant 1916

I

Situation politique incertaine – les Juifs sont étrangers dans le pays, sujets au-dehors – Expulsions hors du pays – La chasse aux Juifs de la frontière et des villages – Tracasseries administratives – Troubles antisémites – L'alcoolisme – Permis de séjours.

Au point de vue politique, on peut dire qu'en Roumanie, les Juifs n'ont aucune situation définie.

Considérés comme « étrangers » tant qu'ils sont dans le pays, ils ne se métamorphosent en sujets roumains que lorsqu'ils ont pris la décision de franchir la frontière.

En effet, pour tout Israélite résidant en deçà des limites géographiques de la Roumanie, les papiers d'État Civil ou d'autres actes officiels, ne portent aucune indication de nationalité. Sur certains actes nous avons pu lire « nationalité israélite ». Mais tout change s'il veut quitter le pays.

A-t-il besoin d'un passeport ?

La prévenance du gouvernement ne connaît point de bornes. On le lui accorde. Et miracle ! Il peut lire, en gros caractères « sujet roumain... valable pour onze mois... Bon pour un aller et retour ».

Chose plus curieuse encore : « Les autorités roumaines prient leurs représentants diplomatiques de donner aide et protection en cas de besoin » à ce Juif. Cherchons le motif d'un si brusque changement !

Nous le trouvons dans la tactique byzantine : tromper, égarer l'opinion publique étrangère. Il ne faut pas laisser entrevoir à l'Europe que « l'Oligarchie roumaine » ne respecte ni les traités, ni les articles de la « Conférence de Constantinople » 1856, de la « Convention de Paris » 1858 et du « Congrès de Berlin ».

D'après ces traités, les Juifs, comme tous les autres habitants de l'ancienne Moldo-Valachie, c'est-à-dire de la Roumanie actuelle, sans distinction de religion, sont citoyens avec toutes les garanties et droits de cité.

Comment donc admettre qu'une population de près de 239.000 âmes soit considérée tantôt comme étrangère, tantôt comme indigène, parce

que tel est le bon plaisir du gouvernement, parce qu'elle appartient à une religion différente de la religion officielle ?

C'est une situation inadmissible en même temps qu'anormale.

Mais cette anomalie donne naissance à une autre.

Tant que les Juifs qui ont émigré dans un pays étranger n'y ont pas acquis droit de cité, ils restent sujets roumains.

L'ambassadeur de leur pays d'origine est leur représentant s'il le veut. N'avons-nous pas vu l'Ambassadeur roumain, « Son Excellence M. Lahovary », à l'époque de l'entrée en guerre de la Roumanie, 1916, à côté des puissances alliées, inviter les Juifs roumains résidant en France, à se présenter à la légation, en vue de la mobilisation ? Et n'avons-nous pas lu les menaces à l'adresse des soi-disant « réfractaires » ?

Nous possédons des lettres de menaces, émanant de l'attaché militaire, M. le Colonel Soutzu.

Et pire, injustice révoltante ! Les gouvernements français, anglais, englobent dans le projet de loi, concernant le service militaire des sujets alliés, les Juifs de Roumanie. Ces « étrangers non soumis à une protection étrangère » qui, même en pays roumain, conformément à la loi militaire, de 1882, art. 1, ne doivent le service militaire qu'à titre « **d'habitants du pays** ». Ils ne doivent pas ce service n'habitant plus la Roumanie.

Retournent-ils en Roumanie ?

Le Gouvernement peut les en faire expulser comme étrangers. Bien entendu que, dans ce dernier cas, ils ne reçoivent aucun passeport. Les pays voisins ne permettent pas qu'on franchisse leurs frontières sans papiers de passage. Le gouvernement, d'accord avec l'administration, a trouvé un expédient. On munit l'expulsé d'un sauf-conduit, valable pour vingt-quatre heures : c'est un genre de billet très en usage entre les villes frontières pour faciliter les relations commerciales. Et le banni part... sans pouvoir profiter de son « retour ».

Il se trouve des entêtés qui ne veulent pas comprendre qu'ils sont étrangers parce qu'ils sont Juifs. Arrivés à la frontière, ils dénoncent le truc policier. Aussitôt la police étrangère : autrichienne, hongroise, serbe

ou bulgare, leur refuse le passage. Alors commence un triste voyage. Tour à tour rejetés d'une frontière à l'autre, on finit par les emprisonner pour vaincre leur entêtement. Enfermés avec les malfaiteurs, sans boire ni manger, pendant plusieurs jours, ils finissent, à bout de patience, déprimés moralement, épuisés physiquement, par accepter de passer ainsi qu'une marchandise de contrebande, en laissant au gouvernement son rôle de contrebandier.

La loi de 1881, sur les étrangers, dit :

ART. 1. – « L'étranger qui a son domicile ou sa résidence en Roumanie et qui, par sa conduite, durant son séjour dans le pays, compromettra la sécurité intérieure ou extérieure de l'État ou troublera la tranquillité publique, ou prendra part à des menées ayant pour objet le renversement de l'ordre politique ou social, dans le pays ou à l'étranger, pourra être contraint par le gouvernement à s'éloigner de l'endroit où il se trouve ou d'habiter dans un endroit expressément désigné ou même de quitter le pays. »

ART. 2. – « La décision ministérielle d'expulsion prise par le Conseil des Ministres, ou celle par laquelle on oblige l'étranger à résider dans un endroit déterminé, ou à quitter sa résidence actuelle, sera notifiée à l'étranger par la voie administrative et ne sera pas motivée. Elle indiquera le délai dans lequel l'étranger devra sortir du pays ou changer de résidence et ce délai devra être... »

ART. 3. – « En recevant l'ordre d'expulsion, l'étranger devra indiquer la frontière par laquelle il veut passer et, dans ce cas, on lui remettra une feuille de route par laquelle il réglera l'itinéraire qu'il aura à suivre et le temps qu'il aura le droit de s'arrêter dans chaque localité jusqu'à la frontière. En cas de contravention à l'une quelconque de ces dispositions, l'étranger sera conduit hors du pays par la force publique. »

Cette loi fut dirigée contre les anarchistes, à la suite de l'assassinat du Tsar Alexandre II de Russie.

On expulsa ainsi, sans trêve, des Juifs appartenant à toutes les classes de la population, qui n'avaient rien de commun avec les auteurs de troubles.

Nommons-en quelques-uns seulement :

IV

Nous avons voulu autant que possible, mené le combat dans la presse quotidienne. À chaque attaque, nous avons riposté. Nous publions, à titre de documents, six articles qui furent envoyés aux journaux qui attaquèrent les Juifs roumains. On oublia quelquefois d'insérer notre réponse, mais nous avons su persister quand même. Aujourd'hui, nos doléances trouvent écho dans la presse française.

A

LES JUIFS DE ROUMANIE

« *L'Heure*, 3 août, par la plume de M. Maurice Raynaud, s'en prend à nous, Juifs originaires de Roumanie, réfugiés en France avant la guerre et surpris par la guerre, à la suite du traitement moyenâgeux que nous infligent les gouvernants de là-bas.

Et la cause ?

Parce que « le Comité pour la défense des Juifs roumains » s'est permis d'adresser « à messieurs les membres du Parlement » un exposé succinct de la situation anormale dans laquelle nous nous trouverons placés par le vote de la loi concernant le service militaire des sujets alliés.

Notre éminent adversaire ne conteste pas nos textes, ni nos faits énumérés. Il reconnaît l'exactitude de nos affirmations et la justesse de nos revendications...

C'est parfait ! Pourtant, nous lui inspirons « plutôt un certain dégoût par le parfum de lâcheté... », parce que nous restons spectateurs du drame pour juger des coups et en tirer profit... Merci pour l'amabilité que vous nous témoignez, noble passion qui inspire votre sens olfactif et votre désintéressement. *Voe victis*. Écoutez un peu, Messieurs les démocrates, notre protestation !

Nous sommes actuellement en Roumanie 239.000 âmes juives. Il y en avait plus, mais nous nous sommes permis de villégiaturer à l'étranger, pour ne pas dire autrement.

Ces Juifs sont tous englobés dans la catégorie : « étrangers non soumis à une protection étrangère ». Nous sommes donc « étrangers »

Métamorphoses antisémites

Les députés et conseillers municipaux, *MM. Henri Galli et Poirier de Narçay*, s'excusent. Ils ne sont pas « antisémites », disent-ils ! La campagne de tracasseries, la haine implacable à l'égard des victimes de pogroms ou du « régime civilisateur », daco-latino-danubien, a un but « patriotique élevé » ! « Qui s'excuse, s'accuse », dit un proverbe. Il s'applique merveilleusement à ces honorables députés.

Nous ne les accusons pas.

L'antisémitisme aide un peu à la réalisation de notre programme national juif. Par là, nous ne voulons pas dire que nous souhaitons les campagnes antijuives.

Non !

Mais nous sommes pertinemment convaincus que l'antisémitisme ne disparaîtra pas par l'enchantement d'une baguette magique. Les racines du mépris envers les Juifs sont assez profondément ancrées dans l'esprit des non-Juifs.

De grâce !

Pourquoi se cacher, pourquoi ne pas dire nettement ce qu'on pense ?

La campagne contre les soi-disants « réfractaires », ou « insoumis », d'aujourd'hui, n'est que la transformation, la métamorphose de la vieille politique réactionnaire antisémite d'avant-guerre.

Longtemps avant la guerre, exista un mouvement contre les Juifs immigrés.

C'est à *M. Badini-Jourdain*, conseiller municipal du IV^e arrondissement, qu'en revient l'honneur.

D'abord ce fut une question de boutique : *gagner la clientèle électorale*, qui voyait dans le boutiquier ou l'ouvrier juif un concurrent. On attise la jalousie commerciale. Les Juifs sont plus ou moins nombreux dans ce coin du vieux Paris.

Pourquoi ?

Le diable seul peut savoir. Nous n'en comprenons pas le motif.

Quand ce diable même expliquera pourquoi les Italiens, les Chinois, habitent dans telle rue ou tel quartier, en bon journaliste, nous les

VI

Lettre ouverte du Grand Rabin de Stockholm au Président du Conseil français, Monsieur Georges Clémenceau :

« Monsieur le Président du Conseil,

Votre nomination, comme chef du gouvernement français, à cette heure de tension maxima, et peut-être de décisions ultimes, réveille en moi, entre autres, des souvenirs et des espérances qui se rapportent à mes aspirations judaïques.

C'est en même temps l'heure à laquelle la situation de mes coreligionnaires de Roumanie empire terriblement.

***Ces Juifs sont livrés à une lutte d'extermination systématique** de la part des autorités civiles et militaires roumaines et on aurait part au crime de ces autorités en se taisant en présence de pareils faits. Au dire du chef socialiste roumain Rakowski, ce ne serait que le gouvernement qu'il faudrait rendre responsable de ces infamies, la haine du Juif étant complètement inconnue de la population roumaine.*

Vous trouverez, dans les archives de votre ministère, des rapports sur les tragiques expériences des Juifs roumains, entre autres, un rapport du Conseil des ouvriers et soldats de Petrograd et un rapport de la commission d'enquête d'Odessa, instituée par le général Marks, qui, certainement, exciteront votre sentiment de justice si développé.

Vous y lirez comment, pendant que 30.000 soldats juifs versent leur sang, et meurent pour leur patrie, qui ne fut pourtant jamais une véritable patrie pour eux, leurs femmes et leurs enfants sont poursuivis de la façon la plus cruelle, comment des enfants juifs, affamés, qui allaient chercher des aliments sur la frontière roumano-bessarabienne, furent massacrés par les sentinelles, comment 31 soldats juifs, accusés, à tort, de désertion, furent fusillés à Bacau et ne purent être sauvés, malgré les efforts inouïs du poète populaire ukrainien Korolenko, comment, entre autres, le chef socialiste, Max Wechsler, fut abattu, traîtreusement, par le lieutenant Romalo, ami personnel du prince héritier, parce qu'on prétendait qu'il avait pris part à l'évasion de Rakowski, comment des milliers de fugitifs juifs, avec leurs malades et

Conclusion ?

La logique antisémite... c'est le Juif qui mène la barque, prépare la révolution sociale et non les Français... les braves faubouriens.

Nous n'inventons pas. Ce fut dit au conseil municipal. C'est imprimé dans le *Bulletin officiel* de l'époque.

On fait des razzias. On arrête des faux-monnayeurs. Il se trouve dans la quantité un ou deux Juifs.

Autres articles contre ces « intrus », autre discussion au conseil municipal de Paris.

Une rixe éclate dans une boutique du quartier ? La faute en est aux Juifs immigrés, turbulents, qui gênent les paisibles habitants !

Les lexicographes latins ne peuvent supporter les enseignes en *hébreu*, d'où nouveau sujet à des interventions. Pourtant, en plein boulevards, on voit des enseignes en toutes les langues ! Mais l'hébreu choque ces défenseurs du droit d'asile et des droits de l'Homme !

Et n'oublions pas cette femme bavarde et méchante qui s'appelle Madame la Presse. Elle trouve une source intarissable d'enquêtes. Et comme chaque journal a son enquêteur !

Et on découvre de plus en plus que les Juifs ne sont plus Juifs, mais « Allemands », que tous parlent la langue de Goethe, Schüller, etc. Donc, ils sont agents de la pénétration allemande en France !

Voyez-vous ça ! Tous ces Juifs, de Russie, de Roumanie, de Pologne, de Turquie, d'Égypte, de Tunisie, d'Algérie... sujets de Guillaume ?

Ces Juifs, pendant la guerre se métamorphosent, aux yeux des antisémites, en sujets russes, polonais, deviendront des *alliés*, insoumis, réfractaires. Toujours l'opportunisme antisémite ! Toujours, tous les moyens sont bons pour se débarrasser des quelques milliers d'âmes juives.

Au fond, toute cette tactique n'est pas seulement contre les Juifs immigrés, mais plutôt contre ceux de « confession mosaïque ».

C'est aux « Juifs français » qu'on en veut et pas aux Juifs immigrés.

On veut entretenir l'ardeur antijuive en France.

On veut avoir des armes, c'est un tremplin politique contre la démocratie. Des preuves ? L'affaire au Sénat de Monsieur le professeur Durckheim, gloire de la science française et... Juif, en plus. Juif, pas comme nous autres, mais bon, très bon Juif français.

Est-elle utile, cette campagne ?

Non !

La France a beaucoup à perdre, rien à gagner. Les Juifs « réfractaires », « insoumis » ne sont pas si nombreux que l'on pense. Il n'y aura pas même un régiment en temps de paix, moins encore à l'effectif de guerre. On a besoin de bras... et l'on parle de concurrence économique.

On fait venir les *Kabyles*, les *Annamites*, et les antisémites demandent de chasser les Juifs, élément productif qui rend de grands services à la France. Chacun fait ce qu'il peut. Il y a beaucoup de Français sur les fronts, il y en a encore d'autres en arrière. Mais tous sont indispensables.

Pourquoi vouloir alors que tous les Juifs réfugiés politiques ou religieux, soient sur le front et rien que là ? Et s'ils ne le veulent pas, « qu'ils partent », disent les antisémites.

Voyez l'effet d'un exode juif vers l'Amérique ?

À quoi bon toute la campagne des publicistes juifs dans la presse judéo-américaine, ou autre, en faveur de la France quand, avec un seul discours au Parlement, on détruit l'effet de ce qu'on a écrit ?

Sait-on qu'en Autriche, il y a une revue *Ydische-Archive* (l'Archive juive) qui imprime tous les articles judéophobes des antisémites français.

MM. Galli et consorts, commencent à être bien connus en Amérique ! À quoi bon un « Comité près des Juifs neutres », quand les paroles malheureuses effacent toutes les tractations ?

Les Juifs immigrés ne sont ni « réfractaires » ni « insoumis ». Ils ne sont pas partis de leurs pays d'origine à cause du service militaire, mais seulement à la suite des pires atrocités subies en leur qualité de Juif, en qualité d'homme. La faute doit retomber sur la politique diplomatique européenne et non sur les Juifs.

Ce n'est pas la faute aux Juifs s'ils n'ont rien à défendre dans certains pays. Que les facteurs responsables en prennent leur part. Il y en a pour tous.

Les Juifs sont venus provisoirement en France pour trouver un « asile sûr et garanti ».

Le droit d'asile reste inviolable. Il ne peut pas être aboli. Car, alors, que deviendraient toutes les théories qu'on échafaude sur le droit du faible, de l'opprimé ?

Le droit d'asile a existé dans la plus haute antiquité. Institution sacrée, même pour les criminels de droit commun. C'est déjà assez regrettable que dans la France du XX^e siècle, la question doive se poser ! La France ne peut devenir un pays entouré d'un mur chinois. On a forcé les Chinois à ouvrir leurs villes aux européens et on veut fermer la France aux Juifs venus avant la guerre, confiant dans le républicanisme français ?

Heureusement qu'il y a encore des Français en France, qui ont une autre opinion sur les libertés individuelles et le droit d'asile.

Les Juifs immigrés ont fait leurs devoirs envers la France. Dix mille se sont engagés librement sur une population de 30-40.000 âmes, sans attendre d'invitation. C'est plus, comme pourcentage, que ceux astreints au service militaire obligatoire qui défendent le patrimoine ancestral.

Pourtant, ils furent traités en « bouffeurs de gamelles ». Oui, ils ont « bouffé » des injures, subi un traitement inconcevable. Les autres le savent. Et ils n'osent pas suivre les traces des martyrs. Par la force, on n'aboutira pas avec les Juifs. Il faut que le temps efface, que l'oubli couvre les ossements sacrés, victimes innocentes du drame de Carency.

Alors, on reparlera.

Le même sacrifice réclamé aux Juifs étrangers comme aux français ? Alors que défendront les Français en plus ? On ne peut pas réclamer l'égalité, le sacrifice suprême pour la patrie, à ceux qui ne considèrent pas la France comme le patrimoine définitif des aïeux ! N'ayant pas eu, avant la guerre tous les bénéfices des citoyens, ce serait une injustice

que de le leur imposer, à eux aussi, les mêmes charges et devoirs qu'aux citoyens français.

Ces réfugiés doivent rester libres. Ils se considèrent mobilisés pour la cause juive. Ils ont comme devoir moral de faire connaître la détresse juive. Les Juifs des pays d'oppression ne peuvent pas se défendre. Ils sont soldats.

Les publicistes non-juifs ne se préoccupent pas de nos souffrances. On les ignore. La presse française est la grande muette de tout ce dont Israël pâtit et ce n'est pas MM. Henri Galli et Poirier de Narçay qui défendront l'émancipation et les revendications de notre peuple.

Pour qu'ils comprennent notre état d'âme, il faudrait qu'ils deviennent Juifs, au moins pour quelques jours et lors, s'ils sont des hommes sincères et encore capables de sentiments de justice, ils ne resteront pas de l'autre côté des barricades, mais de notre côté. Ils nous comprendront.

Les Juifs ne seront plus des « insoumis et réfractaires », mais ceux qu'ils sont réellement, des êtres sans patrie, les fils d'un grand peuple, tenu dans l'abject esclavage, descendants d'une haute et antique civilisation qui attendent la réintégration dans les droits humanitaires et nationaux.

Enric F. BRAUNSTEIN